

Madame, Monsieur,

Le 10 février 2011 sera une journée de grève et de manifestation pour l'avenir de l'école. En cause : le budget de l'Éducation nationale qui à coup de milliers de suppressions de postes construit un projet anti-éducatif et antidémocratique, préférant la réussite de quelques-uns à celui de la réussite de tous.

Suppressions de postes et regroupements d'écoles.

Dans le primaire, 8 967 postes sont appelés à disparaître alors que plus de 8 000 élèves supplémentaires sont attendus à la rentrée. Cette année, l'inspecteur d'académie vient d'annoncer pour notre département la **suppression de 54 postes d'enseignants** dans le premier degré... Pour obtenir ce « résultat », l'administration n'a pas hésité à augmenter le nombre d'élèves par classe. Elle compte aussi de regrouper des écoles maternelles et élémentaires, pour pouvoir globaliser les effectifs et fermer encore plus de classes dans les années à venir.

Réduction des moyens y compris dans les zones d'éducation prioritaire.

Entre les discours et la réalité, le fossé s'agrandit : enseigner l'anglais à 3 ans dans des classes de plus de 30 élèves, au moment où on supprime 800 postes d'intervenants en langues ? Aider les élèves en difficulté alors que dans les quartiers les plus fragiles, on supprime l'aide des maîtres « en plus », ou quand on réduit celle des maîtres spécialisés dans tout le département ? Pendant combien de temps et jusqu'à quel état de délabrement va-t-on ainsi continuer à mettre à mal le service public d'Éducation ?

Des choix budgétaires injustes

Contrairement à ce que l'on entend, le budget de l'État en matière d'Éducation n'est pas en constante augmentation. Il est même inférieur de 15% à la moyenne des pays membres de l'OCDE (qui regroupe les pays les plus développés de la planète). Financer l'Éducation à la hauteur des besoins et d'une réelle ambition de la réussite pour tous, tel devrait être le choix d'un gouvernement soucieux d'égalité. En continuant à accorder des avantages aux classes les plus favorisées de notre société et en réduisant d'autant le budget de l'État, ce n'est évidemment pas le choix de l'équité entre les citoyens.

Il est urgent et nécessaire de réagir

C'est pour dénoncer cet état de fait, et faire obstacle au processus de dégradation en cours, que les enseignant-e-s seront en grève le 10 février 2011.

Nous vous invitons, si vous le pouvez, à joindre vos voix aux nôtres pour défendre le Service Public d'Éducation et ainsi, l'avenir de la jeunesse d'aujourd'hui et de demain.

Les enseignants grévistes de l'école.